

Changements climatiques: Le bio fait partie de la solution

L'IFOAM (La fédération mondiale des organisations d'agriculture biologique) et le FiBL étaient aussi présents à Copenhague pour la Conférence de l'ONU sur le climat. Dans les cycles de discussion, lors de conférences de presse, avec des stands d'information et par un lobbying actif, ils ont attiré l'attention sur le potentiel de l'agriculture biologique pour contribuer à résoudre les problèmes climatiques.

La communauté scientifique et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) conseillent avec insistance de limiter le réchauffement climatique global à deux degrés Celsius d'ici 2050 pour conserver les conditions de vie nécessaires aux plantes, aux animaux et aux hommes et pour empêcher une trop grande montée du niveau des océans.

Mais qu'est-ce que l'agriculture a à voir avec les changements climatiques? Les menaces que le changement climatique fait peser sur l'agriculture nous viennent rapidement à l'esprit: l'augmentation des sécheresses persistantes, des pluies extrêmes et de l'érosion va menacer la production alimentaire dans le monde entier. Mais voilà que l'agriculture fait aussi partie des coupables: elle contribue

directement pour 10 à 12 pour-cent des émissions globales de gaz à effet de serre. Et si on tient compte des émissions de ses fournisseurs (engrais, pesticides, etc.) et du défrichage des terres par la déforestation, cela fait 17 à 32 pour-cent.

L'agriculture biologique émet moins de CO₂

L'agriculture peut cependant contribuer à résoudre les problèmes. En effet, l'agriculture biologique fertilise ses sols en valorisant des déchets végétaux et animaux et en utilisant des engrais verts, du fumier et du lisier. Ce recyclage d'éléments nutritifs permet d'économiser selon les cultures entre 50 et 150 kg par hectare et par année d'engrais azotés de synthèse, dont la fabrication consomme de grandes quantités d'énergies non renouvelables.

Des études montrent qu'en Angleterre les exploitations agricoles conventionnelles consomment chaque année environ 170 litres de carburants fossiles par hectare sous forme d'engrais. Et c'est 125 millions de tonnes d'engrais azotés de synthèse qui sont produites chaque année dans le monde par l'industrie agrochimique, ce qui provoque l'émission de quelque 800 millions de tonnes de CO₂.

En entretenant soigneusement la fertilité de leurs terres, les agriculteurs bio augmentent la teneur en humus durable de leurs sols. Le CO₂ est donc incorporé au stock d'humus du sol via l'assimilation par les plantes (séquestration). Des études pluriannuelles suisses montrent que l'agriculture biologique séquestre 12 à 15 pour-cent de gaz carbonique de plus dans le sol, ce qui représente selon le FiBL une séquestration supplémentaire de 575 à 700 kg de CO₂ par hectare et par année. Des études allemandes et autrichiennes livrent des résultats comparables.

L'agriculture biologique fait donc non seulement diminuer les émissions de CO₂, elle en diminue aussi la concentration en séquestrant ce gaz à effet de serre

dans le sol – une vraie stratégie de type gagnant-gagnant.

L'agriculture biologique est aussi intéressante parce que ses sols, plus riches en humus, résistent mieux aux conséquences négatives du changement climatique: quand la capacité des sols à stocker l'eau de pluie augmente, les pluies violentes et abondantes causent moins de dégâts parce que l'érosion des sols diminue et que le niveau des rivières monte moins vite.

Le thème de l'agriculture à Copenhague

L'agriculture était un des thèmes très sérieusement abordés à Copenhague. Le représentant officiel de l'agriculture dans la délégation suisse était Reto Burkard, le chef adjoint du secteur de l'écologie de l'office fédéral de l'agriculture (OFAG).

«L'interaction entre le climat et l'agriculture est toujours plus importante dans l'agenda international, et ce thème est en train de prendre une énorme importance», constate Burkard. Il n'est par contre pas tout à fait convaincu que l'agriculture biologique soit globalement plus respectueuse du climat que l'agriculture conventionnelle. Il fait par exemple remarquer qu'on ne devrait pas rapporter les émissions à la surface cultivée mais à l'unité produite. «Cela ne veut pas dire que nous ne suivons pas l'idée intéressante d'une agriculture climatiquement neutre pour laquelle militent le FiBL, l'IFOAM et tant d'autres, mais qu'il faut des analyses encore plus précises», a-t-il expliqué au bio actualités.

Il y a eu huit ou neuf négociations agricoles lors de la Conférence de Copenhague. À la fin les délégations agricoles de tous les pays se sont mises d'accord pour demander au Conseil scientifique et technologique de la Conférence de les mandater pour élaborer un programme de travail sur le thème des interactions entre le climat et l'agriculture, mais le plénum n'a pas accepté cette motion-là non plus, déplore Burkard (cf. encadré ci-contre).

Le soi-disant résultat de Copenhague

La 15^{ème} Conférence de l'ONU sur le climat s'est déroulée à Copenhague du 7 au 18 décembre. Le but était de parvenir à un accord climatique contraignant pour succéder au protocole de Kyoto qui date de 1997. La Conférence sur le climat s'est terminée sur un bien piètre résultat, puisque les 193 pays participants se sont contentés d'un accord non contraignant qui stipule que:

- le réchauffement global doit être limité à deux degrés;
- les pays en voie de développement doivent recevoir à titre de soutien pour la lutte contre le réchauffement 10 milliards de dollars par année de 2010 à 2012 puis progressivement jusqu'à 100 milliards de dollars par année à partir de 2020 au plus tard;
- et que les États ont jusqu'à fin janvier 2010 pour présenter leurs objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Il ne reste donc plus qu'à espérer que la 16^{ème} Conférence sur le climat du 29 novembre au 10 décembre 2010 à Mexico soit une réussite. mb

Intensifier les recherches – en conventionnel comme en bio

Le seul résultat agricole tangible de cette Conférence est donc l'«Alliance pour la réduction des gaz à effet de serre provenant de l'agriculture» lancée par la Nouvelle-Zélande et qui a été créée à Copenhague en marge des négociations sur le climat. Cette alliance a pour but d'intensifier et de coordonner les recherches et les échanges d'informations sur la réduction des émissions agricoles de gaz à effet de serre. Elle regroupe maintenant plus de 20 pays dont le Danemark, l'Allemagne, la France, le Ghana, l'Inde, l'Indonésie, l'Irlande, le Japon, la Hollande, le Pérou, les USA et le Vietnam. La Suisse a rejoint l'Alliance le 16 septembre. Le professeur Michael Kreuzer de l'EPFZ et Reto Burkard de l'OFAG coordonneront la collaboration.

Le mouvement bio international a lui aussi décidé en marge de la Conférence de Copenhague de redoubler d'efforts dans la recherche en relation avec les questions climatiques. Les huit membres fondateurs, parmi lesquels on retrouve Markus Arbenz de l'IFOAM, Urs Niggli du FiBL, Antonio Compagnoni de l'ICEA (Italie) et Timothy LaSalle du Rodale Institute (USA), ont en effet créé la «Table ronde sur l'agriculture biologique et le changement climatique» («Round Table on Organic Agriculture and Climate Change RTOACC»), dont voici les objectifs:

- Approfondir les recherches sur l'influence de l'agriculture biologique sur le changement climatique;
- Rendre la production et la transformation des produits biologiques encore plus respectueuses du climat;
- Faire connaître le potentiel de l'agriculture biologique pour limiter le changement climatique;
- Développer des méthodes qui permettent de quantifier la double contribution de l'agriculture biologique dans la lutte contre les gaz à effet de serre (moins d'émissions et plus de séquestration), car c'est la condition préalable à un éventuel commerce de certificats CO₂ de l'agriculture biologique.

Ces activités sont coordonnées par le FiBL et financées par la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

L'Occident turbine à crédit

Les pays industrialisés ont émis depuis 1850 14 tonnes de CO₂ par tête et par année, contre seulement 2 tonnes – donc sept fois moins – pour les habitants des



CLIN D'ŒIL

Beat Sigel

pays en voie de développement. Si l'humanité veut atteindre l'objectif de limiter le réchauffement climatique à deux degrés au maximum, les émissions ne devraient pas dépasser 3,5 tonnes par tête et par année. Les pays industrialisés vivent donc aux dépens climatiques des pays sous-développés, et ils ont accumulé une gigantesque «dette climatique».

Le Prix Nobel Rajendra Pachauri, Président du GIEC, a présenté à Copenhague une proposition pour le remboursement de cette dette des pays industrialisés: ils devront rembourser aux pays en développement 540 milliards de dollars US (\$) chaque année pendant 40 ans (de 2010 à 2050). Base de calcul: dette cumulée depuis 1850 en prenant comme prix de base 30 \$ par tonne de CO₂.*

* Un calcul plus modéré aboutit à 40 tranches annuelles de 50 milliards de dollars à verser aux pays du Sud: Il suffit de démarrer le calcul de la dette en 1990 (c.-à-d. depuis le «Sommet de la Terre» de Rio de Janeiro, qui a pour la première fois fait connaître de manière générale la problématique du climat), et de se contenter de 10 dollars la tonne de CO₂.

Les pays en voie de développement pourraient utiliser ces sommes pour développer une économie et des infrastructures modernes et économes en énergie. Cela leur permettrait de passer directement d'une économie primaire pauvre en énergie et encore fortement basée sur l'agriculture à une économie secondaire et tertiaire économe en énergie – sans emprunter la voie du gaspillage effréné du pétrole suivie par les pays industrialisés.

Que signifie la proposition de Pachauri pour les économies des pays industrialisés? Pas la faillite, en tout cas, puisque les USA ne devraient y consacrer que 4 pour-mille de leur produit national brut (PNB) (soit 44 milliards de dollars pour 2005), l'Allemagne 3,6 pour-mille (7 mia \$) et la Norvège environ 1 pour-mille (200 mio \$); il n'y a pas de chiffres pour la Suisse.

Les pays du Sud pourraient donc ainsi avoir part – pour ainsi dire comme sous-produit du sauvetage du climat – au bien-être global. Et le développement de technologies durables et économes en énergie recevrait une énorme stimulation.



Le Bangladesh, un pays dont la population souffrirait énormément de la montée du niveau de la mer, recevrait quelque 10 pour-cent de son PNB comme aide supplémentaire pour financer les mesures d'adaptation. Pour d'autres pays en voie de développement, cette aide représenterait entre 1 et 8 pour-cent.

À Copenhague, l'équité sociale est

apparue dans de nombreuses réunions comme une question très pressante. Par exemple, les petits paysans craignent d'être exclus de la distribution des éventuels moyens d'encouragement alloués à l'agriculture respectueuse du climat.

Le pionnier bio Helmy Abouleish, le directeur du groupe égyptien Sekem, a participé à Copenhague aux négociations

sur l'agriculture en tant que membre de la délégation officielle égyptienne. Ressent-il dans les débats sur le climat une sorte de confrontation entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement? «Fondamentalement oui», a-t-il répondu au bio actualités. «Surtout pour la question de qui doit réduire quelles émissions et de qui doit en assumer le coût. Il y a aussi un gros conflit entre les multinationales agricoles et les représentants des petits et très petits paysans.»

Ces confrontations – parmi d'autres – et la haute priorité accordée au commerce international font d'après Abouleish obstacle à des progrès rapides dans la politique climatique internationale. Comment vaincre cette paralysie? Abouleish: «Il faut au niveau international des leaders charismatiques capables de vaincre les présumées situations de blocus, mais il est encore plus important d'avoir une opinion publique critique. Les décideurs doivent en effet avoir conscience que la population encourage et récompense les actions engagées.»

Markus Bär

Le Bourgeon protège le climat

La réglementation actuelle de Bio Suisse ne parle pas directement du climat, mais elle contient de nombreuses dispositions qui se révèlent très positives pour le climat:

- **Interdiction des transports aériens:**
Les produits Bourgeon ne peuvent pas être transportés par avion.
- **Teneur en humus:**
Les dispositions sur les rotations des cultures et la protection des sols garantissent l'augmentation ou au moins la conservation de la teneur en humus des sols bio.
- **Chauffage des serres:**
Le chauffage des serres est très fortement limité.

- **Interdiction des engrais de synthèse:**
La fabrication des engrais azotés artificiels consomme énormément d'énergies non renouvelables.

- **Pas de produits de surfaces déforestées:**

La déforestation produit d'énormes quantités de gaz à effet de serre.

Bio Suisse est en train d'élaborer une stratégie climatique. Une étude scientifique doit en fournir les bases: À quoi en est l'agriculture biologique dans les conditions suisses, où se trouvent les potentiels d'améliorations? Bio Suisse présentera sa stratégie climatique en automne de cette année.

Christoph Fankhauser, Bio Suisse